

[Text]

We have good monitoring programs in place now. We can see the changes in emissions and track those rather well now. What was it that Fraser used to say? Trust but verify. We have a good verification mechanism in place to track things. That is really where we are at now. After all these years of trying to get the action, it is now coming. We would like to see it get in place and see the environmental improvement continue. Beyond that I do not know.

Mr. Caccia: As one of the signatories to the Helsinki Protocol, do you think that this committee should investigate its implementation?

Dr. Brydges: The 30% club?

Mr. Caccia: Yes, the 1985.

Dr. Brydges: That protocol will expire in another three years. In fact it is in light of the renewal of that protocol that they have been in Europe looking at the Canadian way of solving problems. Another across-the-board cut like they did for the 30% club makes no sense now in the European context. They now have a number of areas like Czechoslovakia and Poland that have very high emissions and they would be relatively cheap to control. The difficulty is that those countries do not have any money to do it.

In the European process they would like to go with a mechanism exactly like we used. In fact they are attempting to do that. I am not sure they are going to be successful, but that protocol will come up for some form of renewal.

We will just look at it as it develops over the next 12 months to two years. We have been involved. We have made a number of presentations and have been involved in the attempt by the Europeans to see how they could get a plan in place that would, from a total cost to all society, come up with the least-cost control program. The difficulty is that these costs right now focus on all the Eastern Bloc countries which are not only in economic but in some cases political instability. Just how that is going to evolve in the next year or two, I do not know.

The good news is that the Helsinki Protocol stays in effect. I used the wrong term. I said that it expires. It comes to the end of its original tenure, but it stays in place until something else supplants it. We do not lose ground. We do not go back to a situation where emissions start to go up.

What the Europeans are well aware of is that they are still, in most areas, well above the acceptable deposition values. The difficulty now for them is to wrestle with how to get another cut to get closer. In some countries they are not ever likely going to get down to acceptable levels of deposition. The protocol is being looked at now, and I would say it has not made dramatic progress in the last 18 months because of the difficulties the countries have when they see what the real numbers turn out to be.

[Translation]

[Translation]

Nous disposons actuellement de bons programmes de surveillance. Nous avons pu noter une évolution au niveau des émissions et nous pouvons actuellement les surveiller assez bien. Comme le disait Fraser, il faut faire confiance mais vérifier. Nous disposons maintenant d'un bon mécanisme de vérification. Voilà où nous en sommes actuellement. Les efforts que nous avons déployés depuis de nombreuses années sont enfin récompensés. Nous aimerions que les mesures soient prises et que l'environnement continue de s'améliorer. C'est tout ce que je peux vous dire.

M. Caccia: En tant que signataire du protocole d'Helsinki, pensez-vous que ce comité devrait surveiller la mise en oeuvre du protocole?

M. Bridges: Le Club des 30 p. 100?

M. Caccia: Oui, le protocole de 1985.

M. Brydges: Ce protocole expirera dans trois ans. De fait, c'est en vue du renouvellement de ce protocole que nous sommes allés en Europe pour présenter l'approche canadienne. Dans le contexte européen, une réduction générale de 30 p. 100 n'est plus justifiée actuellement. Il devrait être relativement peu coûteux d'intervenir dans certaines régions d'Europe comme la Tchécoslovaquie et la Pologne qui ont des taux d'émissions très élevés. Le problème, c'est que ces pays ne disposent pas de l'argent nécessaire.

Les Européens aimeraient instaurer un mécanisme semblable au nôtre. De fait, c'est ce qu'ils essaient de faire en ce moment. Je ne suis pas certain qu'ils y parviendront, mais ce protocole sera renouvelé sous une forme ou sous une autre.

Nous allons observer son évolution au cours de la prochaine année ou des deux prochaines années. Nous y avons participé, nous avons fait un certain nombre de présentations et nous avons collaboré avec les Européens à l'élaboration d'un plan qui permettrait de mettre en oeuvre le programme de contrôle le moins onéreux pour l'ensemble de la société. Le problème, c'est que ces coûts dépendent actuellement de tous les pays d'Europe de l'Est qui sont instables sur le plan économique et certains même sur le plan politique. Je ne sais absolument pas quelle sera l'évolution de cette situation au cours de deux prochaines années.

La bonne nouvelle, c'est que le protocole d'Helsinki restera en vigueur. Tout à l'heure, je me suis mal exprimé quand j'ai dit que le protocole expirerait. En fait, il arrive à son terme mais il reste en vigueur jusqu'à ce qu'il soit remplacé par autre chose. Nous ne perdons pas de terrain. Les émissions ne pourront plus augmenter à nouveau.

Les Européens savent très bien que, dans la plupart des régions, les retombées sont nettement supérieures aux niveaux acceptables. Le plus difficile pour eux est désormais de faire appliquer une autre réduction pour se rapprocher de la norme. Certains pays ne pourront probablement même pas réduire leurs retombées à des niveaux acceptables. Le protocole fait actuellement l'objet d'un examen et je dirais qu'aucun progrès notable n'a été enregistré depuis 18 mois, en raison des difficultés auxquelles les pays font face lorsqu'ils sont confrontés aux chiffres réels.